



CV N° 001/2026/CHUIRC

**OBJET : CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR
LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT
DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN
ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).**



CONVENTION N° CV 001/2026/CHUIRC
OBJET : CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR LE CENTRE DE
CONSULTATION ET DE TRAITEMENT DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-
UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).

- Vu la loi 70.13 relative aux Centres Hospitalo-Universitaires. promulguée par le Dahir Charif n° 1.16.62 du 17 Chaabane 1437 (24/05/2016) ;
- Vu la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424. (11 novembre 2003) notamment ses articles 7 et 19 ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu le décret n°2-76-266 du 17 jourmada I (6 mai 1977) relatif à l'agrément, à l'autorisation de débit des spécialistes pharmaceutiques et à la publicité des médicaments spécialisés à l'officine et des spécialités pharmaceutiques.
- Vu le Décret n°2-86-74 du 20 Kaâda 1408 (5 juillet 1988) pris pour l'application de la loi n°37/80 relative aux Centres Hospitaliers, promulguée par le dahir n°1-82-5 du 30 Rabi I 1403 (15 janvier 1983) tel qu'il a été modifié et complété ;
- Vu le Décret n° 2-00-41 du 22 juin 2000 portant institution d'un visa sanitaire pour l'importation des spécialités pharmaceutiques et des matières premières actives destinées exclusivement à un usage pharmaceutique ;
- Vu l'arrêté portant organisation financière et comptable du Centre Hospitalier Ibn Rochd n° 2-2469 DE/SPC du 17 mai 2005 ;
- Vu le Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. **notamment son article 3 et son annexe 1 ;**

Attendu que le Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd et Déclarent leur volonté réciproque d'œuvrer ensemble pour le développement des relations dans le sens de leurs missions respectives et de leurs intérêts communs.

Il a été décidé de passer une convention selon les règles de droit commun entre les soussignés :
D'une part, LE CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD, représenté par son Directeur,

Désigné ci-après par le terme "CHUIR",

Et d'autre part, représenté par son Directeur et désigné dans ce qui suit par le fournisseur,

Nature de la société :

Au capital de :

Titulaire du compte bancaire n° Ouvert à la Banque

Affiliée à la CNSS sous le n°

Identification fiscale n°

ICE n°

TAXE PROFESSIONNELLE n°

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet : **CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).**

ARTICLE 2 : DESIGNATION ET CONSISTANCE DES PRODUITS

Les produits à livrer au titre de la présente convention font l'objet d'un lot unique.

Le fournisseur s'engage à livrer au CCTD les produits désignés au bordereau des prix/détail estimatif.

Les quantités fixées dans le bordereau des prix-détail estimatif sont données à titre indicatif ; toutefois, ces quantités peuvent faire l'objet d'une révision à la baisse ou à la hausse sans toutefois que le montant de ces variations ne dépasse à la hausse 10 % du montant global de la présente convention.

Dans tous les cas, le CCTD se réserve le droit de ne pas commander la totalité ou une partie des quantités prévues au niveau de la présente convention, sans que le fournisseur ne prétende à indemnisation. Ainsi, seules les quantités commandées et effectivement livrées feront l'objet de règlement.



ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après :

- La convention elle-même ;
- Le bordereau des Prix Détail-Estimatif ;
- L'acte d'engagement.

ARTICLE 4 : VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature conjointe par les deux parties et son visa par le Contrôleur d'Etat, si ce visa est requis.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention reconductible sera conclue pour une période d'une année, à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des livraisons. Elle est renouvelable par tacite reconduction d'année en année pour une durée totale de **trois (03) années consécutives** ;

La non-reconduction de la convention reconductible peut être prononcée par l'une ou l'autre des parties contractantes moyennant un préavis comme suit :

- Pour Le maître d'ouvrage un préavis écrit d'un (01) mois adressé au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et le cas échéant par fax confirmé ou par tout autre moyen approprié,
- Pour Le titulaire un préavis écrit de (03) trois mois adressés au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, et le cas échéant par fax confirmé.

ARTICLE 6 : LIEU ET CONDITION DE LIVRAISON

La livraison des produits objet de la présente convention sera effectuée par les soins et à la charge du fournisseur au niveau des Services de Prothèse du Centre de Consultation et de Traitement Dentaire (CCTD) relevant du CHUIR.

ARTICLE 7 : MODALITE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous travaux de prothèse émanant des Services Cliniques doivent être accompagnés de fiches de laboratoire.

Ces fiches doivent obligatoirement comporter :

- L'identité du patient.
- Les travaux à effectuer.
- Signature du Médecin encadrant qui a fait la demande.
- Un numéro d'ordre délivré par le Service Administratif compétant.
- Signature de la directrice, à défaut celle du responsable Administratif.

Les travaux de prothèses avec leurs fiches de laboratoire sus mentionnées seront déposés au niveau des services de Prothèse relevant du CCTD.

La fiche de laboratoire comporte les étapes de réalisation prescrite par le Médecin encadrant. Le circuit des travaux est consigné dans un registre retraçant les entrées et sorties.

ARTICLE 8 : OBLIGATION DU PRESTATAIRE DE SERVICE

Le prestataire de service s'engage à :

- Collecter les Travaux de prothèses au niveau des Services de Prothèse relevant du CCTD, tous les jours ouvrables de 8 h 00 à 18 h selon le besoin.

- Ne doit en aucun cas rectifier les consignes prescrites sur la fiche du laboratoire sans avis explicite du Médecin encadrant responsable du travail.
- Remettre les travaux de prothèse réalisés aux Services de Prothèse relevant du CCTD.
- En aucun cas le prestataire de service ne doit recevoir ni remettre un travail directement à un étudiant stagiaire du CCTD ou à un patient.

En cas de litige le prestataire doit se référer au Chef de service clinique concerné.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITE DE RETARD

• Exécution de la convention

Le prestataire de service ne peut entamer l'exécution d'un travail qu'après sa notification par les services concernés.

Un engagement concernant le délai de livraison sera conclu entre la Directrice de Centre de Consultation et de Traitement Dentaire et le prestataire du service.

• Pénalité de Retard

A défaut, par le fournisseur d'avoir exécuté ses prestations, il lui sera appliqué une pénalité par jour calendaire de retard de un pour mille (1‰) du montant de la convention. Toutefois, le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant de la convention.

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

A- Le montant du cautionnement définitif ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à trois pour cent (**3%**) du montant initial arrondi au Dirhams supérieur de la convention.

Le titulaire de la convention est tenu de constituer un cautionnement définitif correspondant au lot unique.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (**20**) jours qui suivent la notification de l'approbation de la convention. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de titulaire jusqu'à la réception définitive des fournitures.

B- En raison de la nature de fournitures, il n'y aura pas de retenue de garantie.

ARTICLE 11 : CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) en Toutes Taxes Comprises (TTC).

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie est tenue au respect de la Confidentialité tant pour elle-même que pour son personnel, tout information dont elle aurait connaissance ou qu'elle obtiendrait dans le cadre des présentes notamment portant sur le processus de fabrication, les formules, les méthodes de commercialisation et les activités de l'autre partie

Cette obligation demeure valable après l'expiration de la présente convention pour une durée indéterminée.

ARTICLE 13 : LITIGES

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de Casablanca

ARTICLE 14 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis, de deux mois, par lettre recommandée ou par fax confirmé avec accusé de réception.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à l'exécution de la convention.

ARTICLE 16 : DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'acquittera les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnera lieu la présente convention, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

17-1 Le fournisseur est tenu de remettre au CCTD une facture établie en sept exemplaires décrivant les produits livrés et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer ainsi que les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

17-2 Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives du service fait, le CHUIR procède à l'ordonnancement des sommes dues au titulaire. Le montant à ordonnancer est calculé par application des prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif aux quantités effectivement réceptionnées, en tenant compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

17-3 Le règlement se fait par ordre de virement ; les moyens de paiement ainsi émis ne pouvant être payés qu'après visa du trésorier payeur du Centre Hospitalo-Universitaire.

17-4 Le CHUIR se libérera des sommes dues par lui au titulaire en faisant donner crédit au compte courant ouvert au nom du titulaire.

ARTICLE 18 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Toutes les correspondances relatives à la présente convention sont valablement adressées au domicile du titulaire sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire de service est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 19 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

La prothèse doit être conforme aux données scientifiques et actuelles, elle doit être réalisée en matériaux biocompatibles tout en assurant son intégration biologique, esthétique et fonctionnelle, le choix des matériaux doit être judicieux et les procédés techniques les plus récents.



ARTICLE 20: ENGAGEMENT DU TITULAIRE DE LA CONVENTION

Le titulaire de la convention s'engage à fournir au Centre de Consultations et de Traitements Dentaires des Prothèses Dentaires (prothèses adjointes et conjointes) conformes en qualité, à partir de matériaux et produits dentaires répondant aux normes réglementaires, aux lois et règlements nationaux, aux normes internationales et aux bonnes pratiques de fabrication en vigueur.

ARTICLE 21 : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des livraisons.



ETABLIE PAR : A. KARFouf

VERIFIEE PAR : N. SAHAT

CONVENTION N° CV 001/2026/CHUIRC



OBJET : CONFECTION DE PROTHESES DENTAIRES POUR LE CENTRE DE CONSULTATION ET DE TRAITEMENT DENTAIRE DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA» (LOT UNIQUE).

LE REPRESENTANT DU CONCURRENT

Signature portant la mention : lu et accepté écrite à la main

Nom et Qualité du signataire

Le:

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE IBN ROCHD DE CASABLANCA



Le Directeur

Dr. Hicham AFIF

Casablanca, le

17 NOV 2025